



## MONDIALISATION

# La nouvelle alliance Brics+ synonyme de montée en puissance de l'hémisphère Sud

À PARTIR DE JANVIER 2024, LE CLUB DES 5 DES BRICS DEVIENDRA LE GROUPE DES 11. CETTE ALLIANCE EST APPELÉE À REDÉFINIR LES RAPPORTS DE FORCE ENTRE LES GRANDES PUISSANCES DE L'OCCIDENT ET LES PAYS DE L'HÉMISPHERE SUD. L'UNE DE SES PRIORITÉS EST D'ACCÉLÉRER LE PROCESSUS DE DÉDOLLARISATION.

YARRICK BOURQUIN

À l'issue de son 15<sup>e</sup> Sommet, qui s'est tenu à Johannesburg la semaine dernière, les Brics (Brésil, Russie, Inde, Chine et Afrique du Sud) ont décidé de s'élargir et accueillent six nouveaux pays membres. Une initiative qui vient relancer les débats sur la force de frappe de cette alliance qui prend de l'envergure, et de son intention de redéfinir le paysage économique mondial.

Les six pays qui intégreront le giron des Brics à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2024 sont : l'Égypte, l'Éthiopie, l'Argentine, l'Iran, l'Arabie saoudite et les Émirats arabes unis. Cette alliance Brics+ viendra confirmer l'influence de ce bloc, déjà avec plus de 40 pays ayant fait part de leur intérêt à rejoindre

le groupe. Selon le président du Brésil, Luiz Inácio Lula, la nouvelle alliance représentera 36 % du PIB mondial et 46 % de la population mondiale.

Une ascension non négligeable pour cette alliance dont l'acronyme Bric fut pour la première fois utilisé en 2001, par un économiste de Goldman Sachs, Jim O'Neill, qui affirmait que les économies du Brésil, de la Russie, de l'Inde et de la Chine étaient appelées à connaître un développement rapide. En 2006, les quatre pays ont décidé de s'unir pour former le groupe Bric. L'Afrique du Sud rejoindra par la suite le groupe pour former les Brics en 2010.

Même si leurs économies possèdent des caractéristiques très différentes, ces pays ont connu une ascension fulgurante dans l'économie mondiale et continuent de se renforcer. Désormais, ce sont leurs intentions qui seront scrutés. Les discussions pour développer une monnaie commune pour être une alternative au dollar américain

ne sont pas encore concrètes. Cependant, les intérêts sont partagés pour une diversification du système financier global porté sur l'Occident. Les Brics souhaitent ainsi une réforme de l'architecture financière globale et présenter une alternative qui, selon eux, sera une manière plus efficace pour les échanges commerciaux internationaux entre les pays.

Est-ce que la force combinée de ces 11 pays émergents pourrait redéfinir le paysage financier global ? Cela reste à voir mais il est certain que ce bloc aura son mot à dire.

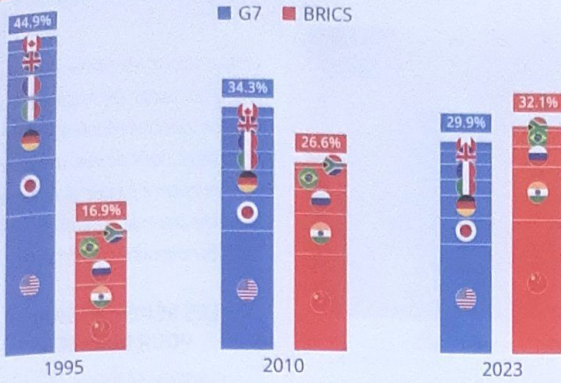
Comme l'indique l'économiste Rajeev Hasnah, l'ascension économique de ces pays a été très rapide et son élargissement ne fera que la renforcer. « À titre d'exemple, en 2001, le bloc de quatre pays contribuaient 18,5 % au PIB mondial (Purchasing Power Adjusted, USD), alors que les membres du G7 représentaient 43,3 %. En 2022, d'après les données de la Banque mondiale, la pondération des quatre pays des Brics dans le



RAJEEV HASNAH  
(ÉCONOMISTE)

## The Rise of the BRICS

G7 and BRICS countries' share of global GDP at purchasing power parity



2023 data based on IMF estimates as of April 2023  
Source: IMF World Economic Outlook

PIB global a grimpé à 31,9 % alors que celui des G7 a chuté à 30 %. L'élargissement du groupe devrait ramener la contribution du bloc émergent aux alentours de 33 % à 34 %. Ensemble, les pays Brics ont une plus grande force de frappe aujourd'hui en termes de leur poids économique, de contribution aux commerces internationaux et représentant 42 % de la population globale ; il faut noter que les détenteurs d'investissements directs dans les pays Brics étaient des investisseurs émanant de l'USA et de la Grande-Bretagne, avec USD 517 milliards et USD 304 milliards comme investissement. Les investisseurs venant de la G7 ont un total colossal de USD 1,3 trillion investi dans les pays BRICS», étaye-t-il.

Le Dr Avinaash Munohur, politologue et consultant en stratégies politiques, fait état des différentes caractéristiques de ces pays qui constituent une réelle force globale, que ce soit économique ou politique. «N'oublions pas que nous parlons ici de 11 pays qui représentent près de 46 % de la population mondiale. Rajoutons à cela le fait que les récentes adhésions comptent l'Arabie saoudite et l'Iran, qui sont deux des plus gros producteurs de pétrole au monde. Ils viennent s'ajouter à la Russie qui est, quant à elle, l'une des plus grosses productrices de gaz. Les armées chinoise, russe, indienne, saoudienne, iranienne, émiratie et égyptienne comptent parmi les plus puissantes du monde, que ce soit en termes d'hommes et d'armement



IMRITH RAMTOHUL (INVESTMENT ADVISOR)

puisque trois puissances nucléaires font partie des Brics. Alors, il n'y a bien évidemment pas d'accords sécuritaires communs et les accords commerciaux sont encore plutôt embryonnaires, mais le potentiel de construction d'une mondialisation alternative est bel et bien réel», observe-t-il.

### MOUVEMENT DE DÉDOLLARISATION

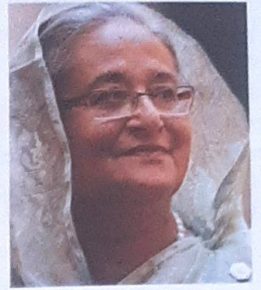
Cette ascension continue renforce alors cette envie pour ces pays de moins dépendre du dollar américain et plutôt se tourner vers leurs propres monnaies locales pour les échanges commerciaux. Le dollar s'est toujours imposé comme la monnaie de référence utilisée lors des transactions commerciales, et ce depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale. Sa part dans les réserves détenues par les banques centrales tourne autour de 58 %. Toutefois, le dollar semble perdre graduellement de son influence. Une tendance qui s'est accentuée avec la guerre en Ukraine et

la volonté de l'alliance des Brics et d'une partie du monde arabe de régler leurs transactions dans d'autres monnaies. Ce processus dit de dédollarisation prend toute son ampleur désormais avec ce changement géopolitique qu'on observe depuis quelques années. L'ambition de détrôner le dollar semble toutefois encore utopique pour certains observateurs.

Imrith Ramtohul, Investment Advisor, est d'avis que malgré l'influence des Brics, la volonté de détrôner le dollar ne semble pas d'actualité. «Rappelons que les Brics n'ont même pas encore lancé de monnaie commune (comme l'euro). Si l'utilisation des monnaies locales peut être envisagée, il convient de préciser que leur conversion dans les monnaies des autres pays des Brics peut parfois s'avérer difficile. Par exemple, le ministre russe des Affaires étrangères s'est récemment plaint que les exportateurs russes de pétrole avaient reçu trop de roupies indiennes. L'Inde n'a donc eu d'autre choix que de payer la Russie en renminbi. Même si les Brics décident de créer une monnaie commune, il est possible qu'elle ne remette pas sérieusement en cause la domination du dollar américain. Il est à noter que le lancement de l'euro n'a pas entraîné de faiblesse majeure du dollar américain», observe-t-il. Et de faire ressortir que les pays Brics ont des économies de tailles différentes et des gouvernements ayant des objectifs divergents en matière de politique étrangère. Selon Imrith Ramtohul, ces différences peuvent compliquer la tâche des dirigeants dans la prise de décision par consensus par le bloc.

Jonathan Ah Kiow, Manager Investment Solutions d'AfrAsia Bank, est aussi d'avis qu'avec les différences économiques et les divergences dans les objectifs de politique étrangère, il faudra du temps pour créer une monnaie commune afin d'accélérer le processus de dédollarisation.

## Le Bangladesh revigoré après le Sommet des Brics



SHEIKH HASINA (PREMIÈRE MINISTRE DU BANGLADESH)

Le continent africain se retrouve au centre de ce changement géopolitique. Avec la Russie qui a fait part de sa volonté de renforcer les échanges avec l'Afrique, les Brics ont aussi vu en l'Afrique un eldorado. Pour preuve, deux des pays qui intégreront ce bloc sont de l'Afrique, à savoir l'Égypte et l'Éthiopie. Les plaidoyers pour l'Afrique se sont poursuivis lors de ce sommet. Cela déjà avec la Première ministre du Bangladesh, Sheikh Hasina, qui a fait part du désir du pays de partager son savoir-faire avec les pays africains notamment en termes de production alimentaire, de réduction de risques de catastrophes naturelles et d'inclusion financière. Une proposition affirmée lors d'un forum d'affaires à Ébène en début de semaine avec une délégation du Bangladesh revenant du sommet des Brics.

Le professeur Shibli Rubayat Ul Islam, Chairman du Bangladesh Securities and Exchange Commission, a fait part de l'intention de son pays d'investir en Afrique et d'utiliser Maurice comme passerelle pour les investissements transfrontaliers.

«À court terme, cependant, l'avantage résidera dans la création d'un important bloc commercial international, moins dépendant du dollar et favorisant l'utilisation de ses propres monnaies. Il sera imaginable de voir les nouvelles nations Brics entièrement autosuffisantes commerçant entre elles sans dépendre des États-Unis, avec 46 % de la population mondiale et 43 % de la production pétrolière», analyse-t-il.

Le dollar devrait demeurer prédominant en attendant de voir plus clair sur les prises de position des Brics. En se basant sur les chiffres du Fonds monétaire international, Jonathan Ah Kiow rappelle que le dollar représentait 58 % des échanges mondiaux en devises, suivi de l'euro (20 %), du yen (5,5 %) et de la livre (4,9 %) et que 88 % du commerce mondial était réalisé en dollars américains. Le Manager Investment Solutions d'AfrAsia Bank est d'avis que l'expansion des Brics pourrait entraîner une diversification de l'utilisation des monnaies internationales mais qu'il serait peu probable que la domination du dollar prenne fin du jour au lendemain. Il devait faire mention de certains différends frontaliers à résoudre entre la Chine en plus de l'Arabie saoudite et de l'Iran qui doivent renouer les liens après leur hostilité passée.

«Tant que les systèmes de paiement mondiaux fonctionneront avec le système de paiement américain, le dollar conservera sa position dominante avec une liquidité inégalée en termes de réserves. Par exemple, le Brésil effectue actuellement ses transactions avec la Chine en dollars, à titre de référence, avant d'échanger dans les deux monnaies. Le yuan, qui occupe la cinquième place en termes d'échanges mondiaux de devises (2,6 %) et qui est considéré comme la prochaine monnaie de réserve, a encore du chemin à faire en raison du contrôle des capitaux à Pékin et, récemment, de la décé-



JONATHAN AH KIW (MANAGER INVESTMENT SOLUTIONS D'AFRASIA BANK)

ration de la croissance économique», argue-t-il.

Pour Imrith Ramtohl, il suffit de voir les notations de Moody's pour les États-Unis et les Brics pour voir que le dollar américain est la réserve la plus sûre. Les États-Unis conservent la note Aaa alors qu'en comparaison, le Brésil est noté Ba2, la Russie B3 ou encore l'Inde Baa3. Ce qui l'amène à dire que «le dollar américain reste la monnaie de réserve préférée en raison de sa stabilité. Compte tenu de ce qui précède, les entreprises préfèrent généralement recevoir des devises d'un pays bien noté et dont la monnaie n'est pas très volatile. Le dollar américain répond à ces exigences», souligne-t-il.

Rajeev Hasnah rappelle, pour sa part, que l'euro, qui tendait à rivaliser avec l'USD, n'a pas permis d'endecher ce processus de dédollarisation malgré son apport dans le commerce international. «Au vu des difficultés et complexi-



DR AVINAASH MUNOHUR (POLITOLOGUE ET CONSULTANT EN STRATÉGIES POLITIQUES)

tés internes encourues dans la zone euro, ce serait intéressant de voir comment la stratégie des Brics va évoluer, prenant en considération que les Brics restent à ce jour un groupe informel de pays émergents qui cherchent à établir des liens plus profonds entre leurs nations et à coopérer en matière d'expansion économique, y compris commerciale», soutient l'économiste.

Pour Avinaash Munohur, cette ascension des Brics vient faire place à un monde multipolaire et tourne un nouveau chapitre loin «du triomphe du capitalisme à l'américaine qui se traduisait politiquement dans la démocratie libérale et dans les institutions du multilatéralisme. Nous entrons dans une autre phase historique de la construction globale, qui sera celle de la multipolarité. Nous le voyons d'ailleurs très bien avec les Brics+, qui ne sont pas un bloc unifié politiquement, culturellement, géographiquement et historiquement. L'Arabie saoudite, qui est une alliée hautement stratégique des États-

Unis, a rejoint les Brics+ avec l'Iran, chose qui aurait été impensable il y a encore quelques années. Les Brics+ sont, de ce point de vue, une alliance de convenance fondée dans le pragmatisme des enjeux mondiaux et des intérêts nationaux», affirme-t-il.

## LES RÉPERCUSSIONS POUR MAURICE

Quid de Maurice en vue de cette mouvance pour un mode multipolaire, et quelle serait la position adéquate à adopter ? Maurice, qui se positionne comme un pays neutre, devra ainsi savoir naviguer entre ces différentes puissances. Jonathan Ah Kiow est d'avis que Maurice – même si le dollar américain reste prédominant – aura plus à gagner d'une diversification de l'utilisation d'autres monnaies pour l'importation de marchandises. Au passage, il rappelle que les partenaires d'importations comme la Chine et l'Inde représentent près de 40 % du total de nos importations. «Ces mêmes pays se sont engagés à commercer dans leurs devises ou à favoriser les devises telles que le yuan ou la roupie indienne, ce qui réduit notre dépendance du dollar. Si l'on ajoute la France, qui représente 7,3 % de nos importations, nous avons environ 50% de nos importations qui pourraient être libellées en d'autres devises. Enfin, la majeure partie de la dette mauricienne est libellée en roupies, ce qui limite le risque d'incapacité du pays à rembourser ses dettes, contrairement aux pays comme le Sri Lanka dont les dettes étaient principalement en dollars», fait-il remarquer.

De son côté, Avinaash Munohur estime que le fait que Maurice entretienne de bonnes relations diplomatiques avec la plupart des pays a permis le développement économique soutenu du pays et la pérennisation de notre modèle de société. Il s'attend ainsi à ce que Maurice consolide ses relations avec tous les partenaires stratégiques tout en se préparant à toute éventualité.

## BRAS DE FER DIPLOMATIQUE ET GÉOPOLITIQUE

La puissance économique, démographique, industrielle et militaire cumulée des Brics avec les six nouveaux pays intégrés pourrait donner lieu à un bras de fer diplomatique et géopolitique, estime le politologue Avinaash Munohur.

Le marché intérieur de ces 11 pays suffirait pour soutenir une croissance importante des pays adhérents, avec l'objectif de mettre le reste du monde dans le bain, dont l'Afrique et l'Amérique du Sud. «L'hégémonie étatsunienne sur la mondialisation se fonde dans le fait que le dollar soit la monnaie qui se trouve au cœur du commerce mondial. Dédollariser la vente des énergies et des matières premières constitue de ce fait une atteinte extrêmement sérieuse à la mainmise des États-Unis sur le commerce mondiale», fait ressortir le politologue.

ACTU